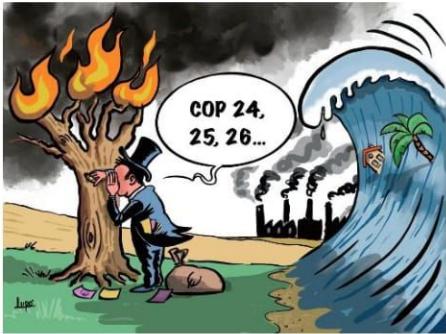




COP26 : sommet du cynisme capitaliste



« La Belgique compte ses 41 premiers morts du changement climatique », a déclaré Alexander De Croo, ajoutant ainsi sa dose de pathos à la 26^{ème} grand-messe pour le climat qui se tient en ce moment à Glasgow.

Les milliers de familles sinistrées apprécieront. Elles qui affrontent l'hiver sans logement et les factures de chauffage qui explosent... Il y a le changement climatique... mais surtout l'incurie du gouvernement !

Cela fait près de 30 ans que les chefs d'État se réunissent dans l'objectif de lutter contre le réchauffement climatique. 30 ans durant lesquels les émissions de gaz à effet de serre dans le monde n'ont cessé d'augmenter.

La réalité est que les dirigeants du monde capitaliste nous conduisent à la catastrophe. Et le volet climatique de la catastrophe, entre pluies torrentielles, tempêtes, sécheresses et dômes de chaleur, commence en effet à devenir très concret, y compris dans les pays riches !

Les commentateurs appellent à « passer des paroles aux actes ». « Nous partageons la planète, alors il faut plus de coopération internationale », entend-on aussi. C'est vrai, mais faut-il rappeler que même dans un petit pays comme la Belgique, les gouvernements des trois régions n'arrivent pas à agir de concert, par démagogie régionaliste ? Alors au niveau de l'Europe, des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine...

Au service des capitalistes, tous les gouvernements placent les intérêts de leurs industriels, la course aux profits et la guerre commerciale au-dessus de tout. Ils les placent au-dessus des salaires, des droits et des conditions de vie des travailleurs qui sont aussi les premiers concernés par les crimes écologiques des entreprises.

Faut-il rappeler l'attitude complaisante des gouvernements belges successifs face à l'entreprise Eternit qui a pu continuer à commercialiser l'amiante, avant qu'elle ne soit enfin « limitée » en 2001, près de 40 ans après le moment où la dangerosité des fibres fut connue des actionnaires ? Il a fallu des décennies de mobilisation des travailleurs victimes et de leurs familles, pour que le baron Jean-Louis de Cartier de Marchienne, soit enfin condamné en 2012. Il est mort en 2013, à 92 ans, et en liberté...

Ou la dissimulation de la pollution massive aux PFOS de 3M à Zwijndrecht qui a duré des décennies et a été révélée (tardivement) pendant les travaux

de l'Osterweel en 2018. Plutôt que de faire attendre des grandes entreprises de la construction comme Jan de Nul, BESIX et DEMA, qui auraient vu les délais s'allonger, les responsables publics et privés ont préféré mettre sciemment en danger les ouvriers du chantier et les riverains, en dissimulant la découverte.

En ce moment même, le groupe Total construit un énorme complexe d'extraction en Ouganda, sur les bords du lac Albert. Les conséquences humaines et écologiques sont déjà dramatiques, avec des dizaines de milliers de personnes expropriées. De vastes réserves naturelles sont affectées et l'exploitation pétrolière menace les ressources en eau de la région. Une opération que les représentants français et belges se sont bien gardés de mentionner dans leur blabla écologique à la COP 26 !

Pour tous ces gouvernements, le moindre contrôle sur les décisions des capitalistes est la limite à ne pas franchir. Leur volonté et leur pouvoir s'arrêtent là où commence la propriété privée sur les entreprises. Libre aux capitalistes de prendre leurs décisions dans le secret des conseils d'administration des grands groupes.

Tant que les intérêts du grand patronat s'imposeront, c'est sur la population et sur les travailleurs que pèseront les sacrifices. Du matin au soir, on nous dit que « chacun est

responsable » et que l'on consommerait mal et trop. Cela revient à dédouaner les responsables qui dirigent toute l'économie. Et c'est surtout une façon de nous faire payer la crise climatique avec des mesures aussi injustes que l'interdiction de rouler pour les voitures trop anciennes, les taxes de circulation ou l'augmentation des prix de l'énergie...

Quant aux 243 entreprises en Belgique qui sont responsables de 40% des émissions de CO₂, BASF, Total et ArcelorMittal en tête, elles ne payeront pas grand-chose pour leurs pollutions, elles peuvent d'ores et déjà compter sur des compensations à hauteur de 7,3 milliards d'euros pour 2021 à 2025 !

On ne sauvera pas la planète sans arrêter la course au profit et sans en finir avec ce système basé sur la propriété privée des grands moyens de production, sur la concurrence et le marché, source d'anarchie et de gaspillage incroyable.

Cette lutte correspond aux intérêts de tous les travailleurs qui sont les premières victimes de ce système. La crise climatique et la nécessité d'y répondre ne peuvent que nous conforter dans la perspective d'exproprier les grands groupes capitalistes pour les gérer collectivement et planifier l'économie à l'échelle planétaire. C'est le seul moyen de satisfaire les besoins présents et futurs de l'humanité.

Merci le climat

Le gouvernement flamand a pondu un « plan climat ». Entre autres, il veut interdire la vente de voitures non électriques à partir de 2027... Va-t-il développer les transports publics à la place ?

Pensez-vous ! Sous prétexte de vieux bus polluants (qui sont le

résultat des budgets De Lijn constamment revus à la baisse), le plan prévoit la privatisation d'un tiers des lignes qui sont encore exploitées aujourd'hui par De Lijn et une nouvelle diminution de son budget.

C'est le contraire qu'il faudrait faire, mais ça rapporterait moins à tout un patronat, grand et petit, que les gouvernements arrosent au nom du climat...

COP26 : les requins de la finance alléchés

Après les chefs d'État qui ont promis pour la énième fois de tout faire pour enrayer le réchauffement climatique, c'est le tour de la finance. 450 établissements financiers, représentant 130 000 milliards de dollars d'actifs, se sont engagés à financer la transition énergétique et à orienter leurs investissements vers des secteurs vertueux.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Ce qui est certain par contre, c'est que la transition écologique est devenue un nouvel eldorado pour les capitalistes dont tous les investissements sont désormais repeints en vert. Leurs profits continueront de s'envoler... en même temps que la température moyenne de la planète.

Site LO France

Climat et traque des migrants : question de priorité

De 2013 à 2018, les sept pays les plus riches ont consacré 14 milliards de dollars pour lutter contre le changement climatique, et deux fois plus, 33 milliards, pour empêcher l'arrivée des migrants.

Murs, barbelés, drones, etc. : les frontières sont de plus en plus militarisées. Les entreprises de ce secteur s'engraissent de ce business mortifère,

tout comme les grands groupes pétroliers s'enrichissent du pillage des hydrocarbures.

Le capitalisme et les États sont à renverser.

Site LO France

Ils nous pompent



Les quatre géants du pétrole Shell, Exxon Mobile, BP et Total ont réalisé un bénéfice net de 25,6 milliards d'euros dans les 6 premiers mois de 2021. Total a annoncé à lui seul plus de 3,9 milliards d'euros de bénéfices sur le 3^{ème} trimestre : 23 fois plus qu'à la même période l'an passé !

Voilà où trouver les moyens d'augmenter les salaires face à la hausse des prix, en particulier ceux de l'énergie.

Porte-containers ou de barres d'or ?

La pénurie des containers ne fait pas que des malheureux. En février déjà, la société de fret maritime Maersk prévoyait de très bons résultats pour 2021 et augmentait le dividende de ses actionnaires de 120%. Les bénéfices pour 2021 étaient alors estimés à 3-6 milliards d'euros. Sept mois plus tard, l'estimation est de 18-19 milliards pour l'année ou 38 fois plus qu'en 2019...

L'argent qui nous manque pour finir le mois s'entasse... par containers entiers dans les coffres forts des actionnaires.

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Sabena - Alitalia : une même tromperie contre les travailleurs !

La faillite programmée par le gouvernement italien de sa compagnie aérienne Alitalia, en octobre 2021, n'a été qu'une manœuvre dirigée contre les travailleurs. Seuls 3 000 des 10 000 employés ont retrouvé un travail dans la nouvelle compagnie ITA Airways et ils ont été contraints d'accepter une baisse de leur salaire de 30% et un recul supplémentaire de leurs conditions de travail.

Cela rappelle ce qui s'est produit avec la Sabena. Après avoir laissé durant les années '90, les actionnaires du groupe Swissair « piller les caisses de la compagnie » selon les mots des curateurs de la Sabena, le gouvernement belge fit le choix de laisser la Sabena faire faillite au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

Les curateurs chargés de la liquidation de la Sabena, ont depuis 20 ans vendu de nombreux biens, allant d'avions à des hôtels de luxe, pour un total de 1 milliard €. Ils estiment que la Sabena n'aurait pas dû tomber en faillite et que les administrateurs de la compagnie, nommés par le gouvernement belge, ont été trompés par la direction de Swissair y compris par la fabrication de faux documents. Ils accusent en outre la justice belge de n'avoir pas mené d'enquête pour révéler les responsabilités, jusqu'à ce que la prescription empêche toute poursuite.

Tout cela est possible. Mais ce qui a déterminé l'attitude du gouvernement belge, c'est avant tout la volonté d'utiliser la faillite et les licenciements pour imposer une importante baisse des salaires et encore davantage de flexibilité aux travailleurs d'une nouvelle compagnie, aujourd'hui Brussels Airlines.

Les ministres socialistes belges, Johan Vande Lanotte pour le SP, Elio Di Rupo pour le PS, ont participé à

cette tromperie et usé de leur influence sur les organisations syndicales pour paralyser les réactions des travailleurs.

Voilà des vérités que les travailleurs ne doivent pas oublier pour préparer leurs luttes de demain !

Solidarité internationaliste



Les travailleurs de l'usine Opel à Eisenach en Allemagne, qui craignent la fermeture définitive de l'usine actuellement à l'arrêt pour plusieurs mois, ont eu la surprise d'une visite. 35 militants de la CGT de 8 sites de production français de PSA qui fait maintenant partie du même groupe Stellantis, ont fait le déplacement pour exprimer leur solidarité. Parmi eux des travailleurs du site de PSA Sochaux vers où le modèle jusqu'alors produit à Eisenach est transféré.

Au lieu de jouer le jeu de la direction et de se disputer les volumes de production en acceptant tour à tour de nouveaux reculs des conditions de travail, ils ont dénoncé les profits faramineux réalisés sur le dos de tous les travailleurs du groupe. Ceux-ci s'élèvent à 6 milliards d'euros pour les 6 premiers mois de 2021, trois fois plus que pour l'ensemble de l'année 2020 ! Ces militants et ouvriers faisaient part de leur conviction que pour sauver leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de travail, les travailleurs peuvent et doivent lutter ensemble, au-delà des frontières, pour faire payer les actionnaires.

Leur déplacement et leurs paroles combatives qui tranchaient avec les discours des dirigeants de l'IG Metall (mais aussi avec la politique défendue

par les dirigeants de la CGT en France) ont fait chaud au cœur à tous les travailleurs présents. En souhaitant que ce soit l'avant-garde de luttes communes au-delà des frontières !

<https://www.youtube.com/watch?v=jma9BkNU3xc>

Il faut tout faire soi-même

Face au manque de personnel, les cheminots de Carcassonne, en France, ont réussi à imposer à leur direction l'embauche de 36 nouveaux travailleurs par plusieurs actions de grève. Mais malgré les promesses, la direction tarde à recruter, et prétend que cela prendra du temps. Exaspérés, les travailleurs ont donc décidé d'organiser eux-mêmes un bureau d'embauche, en organisant une nouvelle grève durant laquelle ils ont informé les futurs candidats et récolté les CV pour les donner à la direction.

Décidément, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leurs conditions de travail... mais aussi la qualité des services publics.

Après les masques et les vaccins, les seringues



Alors que moins de 6% de la population africaine est vaccinée contre le Covid-19, il pourrait manquer 2,2 milliards de seringues sur le continent.

Les pays riches ont la mainmise sur les stocks, sans compter que le vaccin Pfizer nécessite une seringue spéciale dont le prix est trop élevé pour la plupart des États africains.

C'est la loi du marché, donc du plus riche, qui prime. Avec elle, la pandémie a de beaux jours devant elle.

LO France

Grève des Sans-Papiers : la tromperie du gouvernement



Pour faire cesser la grève de la faim des 400 sans-papiers en juillet dernier, le secrétaire d'état à l'asile, Sammy Mahdi, a fait semblant de faire des concessions. Mais la vingtaine de cas traités à ce jour par l'Office des étrangers montre qu'il n'en est rien. L'Office continue à justifier ses refus de la façon la plus cynique, en retournant les pièces justificatives contre les sans-papiers. Les preuves d'efforts d'intégration ? « Une attitude normale pour toute personne qui souhaite rendre son séjour plus agréable » répond l'administration, comme s'il était agréable d'être à la merci des patrons dans les travaux les plus durs, payés 3 euros de l'heure ! 11 années passées en Belgique ? « la preuve de sa détermination à se maintenir dans l'illégalité » d'après l'Office des étrangers. Mais l'illégalité où sont placés ces travailleurs migrants, privés de droits face aux patrons exploités, est le résultat des décisions politiques prises par les gouvernements. Cette politique n'est pas dirigée seulement contre les migrants, mais bien contre l'ensemble des travailleurs parce qu'elle donne des armes supplémentaires aux patrons et aux politiciens pour les diviser.

La détermination des parents de Mawda a payé

La cour d'appel de Mons a condamné le policier responsable de la mort de la petite Mawda à 10 mois

de prison avec sursis, confirmant la condamnation du tribunal de première instance.

En 2018, ce policier avait atteint d'une balle la petite fille en ouvrant le feu sur une camionnette de migrants qui tentait d'échapper à un contrôle. L'avocat du policier, tout en regrettant la condamnation de son client, reconnaît que le tribunal a voulu « lancer un message à l'égard de tous les policiers pour leur dire qu'il ne faut pas tirer » en de telles circonstances.

Il aura fallu toute la détermination des parents de Mawda et de ceux qui les ont soutenus depuis des années pour qu'un tribunal confirme cette vérité basée sur l'humanité la plus élémentaire.

Un premier recul obtenu par les sans-papiers d'Île-de-France



En organisant des piquets de grève sur leurs lieux de travail, plusieurs centaines de travailleurs sans-papiers de la région parisienne ont arraché à leurs patrons des documents nécessaires à leurs régularisations. Fin octobre, ces travailleurs, soutenus par la CGT, s'étaient déclarés en grève pour réclamer leur régularisation. Après plusieurs jours de luttes durant lesquelles furent dénoncées les pratiques honteuses des employeurs, ces derniers ont fini par céder. En faisant entendre sur leurs lieux de travail leurs mots d'ordre : « On bosse ici ! On vit ici ! On reste ici ! Régularisation de tous les travailleurs sans papiers ! », ces grévistes ont pu arracher ce début de victoire pour tout le camp des travailleurs.

Le covid safe ticket aux mains des patrons ?

L'organisation patronale Agoria veut rendre le covid safe ticket obligatoire dans les entreprises. « Ceux qui refusent catégoriquement (de se faire vacciner) devraient être renvoyés chez eux sans être rémunérés », affirme le patron en chef de l'association Bart Steukers. Et de continuer : « Qui ne se fait pas vacciner ou tester, présente une menace pour ses collègues. Selon moi, c'est déjà une base juridique pour un licenciement. »

Celui qui parle est le représentant de toutes ces entreprises qui ont tout fait pour continuer à tourner pendant le premier confinement, malgré le manque d'équipement de protection et qui n'ont rien eu à redire au fait qu'une part importante des contaminations avaient (et ont toujours) lieu sur les lieux de travail.

Les travailleurs, vaccinés ou non, n'ont pas de leçons à recevoir de cet individu. Mais ils trouveront moyen de se protéger collectivement contre le virus et les patrons licenciés pour qui tout prétexte est bon pour priver un travailleur de son salaire afin d'enrichir les actionnaires !

Opération diversion et division face à la remontée du coronavirus

Le nombre de lits aux soins intensifs occupés par des malades atteints du coronavirus augmente et se rapproche à nouveau du chiffre à partir duquel une série de soins seront reportés, comme cela s'est passé lors des vagues précédentes. Deux politiciens de l'Open VLD en profitent pour rejeter la faute sur les patients non vaccinés qui « au nom de leur liberté prennent le reste de la société en otage, lui rend la vie plus difficile et parfois la met même en danger ».

En pointant du doigt les personnes non-vaccinées comme des boucs-émissaires, ils voudraient nous faire oublier que ce sont leurs politiques d'austérité menées depuis des années qui ont conduit au manque de personnel et à la fermeture des lits d'hôpitaux.

Ceux qui prennent vraiment la société en otage, ce sont les politiciens qui servent les intérêts des capitalistes plutôt que ceux de la population.

L'asphyxie guette l'hôpital de Braine-L'Alleud

Le taux d'absentéisme oscille actuellement de 10 à 30% suivant les hôpitaux. Pas étonnant, puisque le personnel des hôpitaux a dû supporter les crises successives sans renfort suffisant, ni moyens supplémentaires. Aujourd'hui la situation est critique. A l'hôpital de Braine L'Alleud par exemple, les soins intensifs sont déjà saturés et deux patients atteints du Covid ont dû être transférés cette semaine vers d'autres hôpitaux. Seuls 9 des 12 lits sont occupés mais le personnel manque pour accueillir les patients qui pourraient occuper les lits restants.



Le gouvernement gère la pénurie du personnel soignant à coup de confinements, de Covid Safe Ticket et de dispense de quarantaine pour les soignants, plutôt que de former et embaucher le personnel nécessaire.

Une quarantaine à géométrie variable

Face au manque de personnel dans les hôpitaux, le Risk Management Group a décidé d'exempter de quarantaine le personnel soignant qui a eu un contact à haut risque s'il est asymptomatique, vacciné et ne vit pas sous le même toit que la personne positive.

Bref, depuis mars 2020, rien n'a changé !

Grève générale en Argentine

À Buenos Aires, en Argentine, les travailleurs des hôpitaux sont à bout. Après avoir été pendant un an et demi en première ligne pour lutter contre le covid, en devant gérer la situation malgré le manque de matériel et de personnel, ils doivent maintenant faire face à une inflation des prix de plus de 50%. Les travailleurs doivent donc souvent cumuler plusieurs boulots pour avoir de quoi survivre, une situation intenable quand on sait que l'Argentine est un des pays avec le plus d'évasion fiscale. Ce sont donc 80 hôpitaux qui se sont mis en grève dans un premier temps.

Dans la foulée de ce mouvement, les syndicats ont appelé à une grève générale de 24h, durant laquelle tout le pays a été immobilisé. Ce mouvement montre la voie aux travailleurs du monde entier : face à l'inflation galopante, les travailleurs devront arracher des augmentations de salaire par la lutte.

Vendus !

Distribuer une partie de l'indemnité de licenciement des travailleurs à des organismes privés de formation : c'est le projet du ministre fédéral, le socialiste Pierre-Yves Dermagne, qui veut ajouter un article, dit 39 Ter, à la loi sur les contrats de travail. Concrètement, au-delà de la 28^{ème} ou la 30^{ème} semaine consécutive au licenciement, suivant l'ancienneté, la part des indemnités de licenciements consacrée au paiement des cotisations sociales serait

distribuée par l'ONSS à des opérateurs privés de formation professionnelle.

C'est une concession de plus du PS aux libéraux, et surtout aux patrons, qui ont toute liberté de licencier et d'imposer des contrats précaires, y compris dans les soi-disant métiers en pénurie. Avec des organismes de formation qui s'en mettraient plein les poches avec des formations au rabais !

Aldi, Lidl... et les autres, même combat !

Le personnel de 37 des 150 magasins Aldi en Wallonie a entamé une grève le 4 novembre. Le samedi 6, 30 magasins étaient encore fermés. Les travailleurs dénoncent une surcharge de travail intenable et un sous-effectif dans tous les magasins, exactement comme leurs collègues de Lidl, qui avaient fait grève début octobre.

Chez Aldi, seul le syndicat chrétien des employés à soutenu la grève. Les responsables syndicaux appellent la direction d'Aldi « à trouver des solutions par la négociation ». La négociation ? Elle dépendra du rapport de forces et de la détermination des employées.

Les patrons de la distribution se livrent à une guerre commerciale sur le dos des travailleurs. L'organisation du travail est de plus en plus calquée sur les méthodes du travail à la chaîne. Les travailleuses et les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de lutter ensemble face aux plans des patrons.



De l'argent, il y en a !



Les bourses européennes, celle de Bruxelles y compris, connaissent des hausses qui pulvérisent tous les records. Pendant que la population laborieuse connaît des fins de mois difficiles, les milliards accumulés par quelques ultra riches font exploser la spéculation.

L'argent de la spéculation, c'est l'argent qui manque à nos fins de mois. Au lieu de servir à préparer le prochain krach, cet argent doit servir à faire vivre correctement les travailleurs qui ont produit toutes ces richesses ! En luttant pour l'augmentation des salaires, pensions et allocations, les travailleurs ne font que récupérer ce qu'on leur a volé !

Un logement pour tous !



Le nombre de sans-abris est en hausse constante depuis 10 ans. Le recensement bruxellois de 2020 en dénombrait 5 300, en hausse de 30% par rapport à 2018.

D'après les associations de terrain, cette forte augmentation est liée à la crise du covid qui a plongé

de nombreuses familles dans la précarité, et le confinement qui a augmenté le nombre de femmes victimes de violences conjugales qui se retrouvent aujourd'hui à la rue. Une autre cause de l'augmentation des SDF est le manque de places disponibles dans les centres d'accueil pour réfugiés ainsi que le manque de place en hôpital psychiatrique.

On dénombre de plus en plus de familles et de jeunes à la rue et les associations craignent que ça ne fasse que s'amplifier suite aux augmentations des prix de l'énergie annoncées.

Les associations de terrains dénoncent le manque de moyens alloués, à la veille de l'hiver leurs capacités d'accueil sont déjà dépassées : tous les jours, le Samu social, la Croix rouge... se voient contraints de refuser du monde ; et les ouvertures supplémentaires prévues sont déjà insuffisantes.

Comment tolérer que des gens vivent à la rue alors que des millions de mètres carrés sont inoccupés pour cause de spéculation immobilière ! Alors que quelques familles de capitalistes accumulent des milliards, des familles de travailleurs se retrouvent à la rue ou sont menacés de s'y retrouver ainsi que les plus fragiles d'entre nous !

Et ces chiffres ne représentent que la partie émergée de l'iceberg puisqu'ils ne tiennent pas compte des personnes mal logées ou logées chez des amis. Une société qui n'est pas capable d'assurer un toit à chacun, alors que des fortunes s'accumulent dans les mains de quelques-uns ne mérite que d'être renversée !

Quand les patrons et la police protègent les violeurs

Depuis que des femmes sont sorties du silence en dénonçant les barmans qui les avaient droguées puis violées, les témoignages se multiplient. Savoir que les barmans n'hésitent pas à empoisonner leur verre pour abuser de jeunes filles est déjà insupportable.

Mais le plus grave est que ni les patrons des bars, ni la police, malgré de nombreuses plaintes, n'ont fait quoi que ce soit contre les violeurs. Le système capitaliste nous montre chaque jour un peu plus son ignominie !

Pologne : la loi anti-IVG assassine



Enceinte de 22 semaines, et déjà mère d'une fillette de 9 ans, une femme est décédée à Pszczyna, dans le sud de la Pologne. Elle était hospitalisée, la complication de sa grossesse menaçait sa santé et lui faisait endurer un martyre. Les médecins, auxquels la loi anti-avortement fait encourir jusqu'à trois années de prison en cas d'IVG, ont choisi d'attendre plutôt que de pratiquer une interruption de sa grossesse. Jusqu'à ce que la jeune femme succombe à une septicémie.

Les fondamentalistes, relayés par le pouvoir, poussent encore à un durcissement de la loi anti-avortement. A l'instar des dizaines de milliers personnes qui ont manifesté ce week-end, s'opposer à leur emprise criminelle est un geste vital.

LO France

**Suivez-nous
sur Facebook :
Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !